

Des droits démocratiques pour toutes et tous

Il n'y aura pas de paix, de justice sociale et climatique sans démocratie. Or, à Genève, le droit démocratique de manifester est de plus en plus entravé par des tracasseries administratives, si ce n'est carrément réprimé par la force publique. Ce 1er mai 2022, reprenons la rue sans qu'on nous la donne. Les droits démocratiques ne se quémangent pas, ils s'exercent !

Et parce qu'à Genève, 40% des habitant-e-s sont privé-es d'une large partie de leurs droits démocratiques au seul prétexte qu'ils-elles n'ont pas de passeport suisse, alors qu'ils-elles participent à la création de la richesse sociale, économique et culturelle du canton, exigeons l'extension des droits politiques aux étrangers-ères établi-es en Suisse en signant et en faisant signer l'initiative « Une vie ici, une voix ici ».

Engageons-nous !

- Pour la solidarité entre les peuples et contre les guerres
- Pour un accueil digne de tous-tes les réfugié-e-s, NON à Frontex
- Pour la transition écologique et sociale et la réduction de la durée du travail, OUI à l'initiative "1000 emplois"
- Pour la hausse des salaires pour toutes et tous
- Pour une fiscalité plus redistributive et progressive
- Pour renforcer la démocratie, signons et faisons signer l'initiative « Une vie ici, une voix ici »

9 novembre 1932 : plus jamais ça!

Il y a 90 ans cette année, la troupe suisse ouvrait le feu à Genève contre des militants ouvriers antifascistes s'opposant à un meeting de l'extrême-droite se réunissant à la salle communale de Plainpalais.

90 ans plus tard, alors que les mouvements populistes et xénophobes ont rarement été aussi puissants, les partis de gauche, les associations et le mouvement syndical entendent se réapproprier la salle communale de Plainpalais et proposeront une série d'activités en lien avec la commémoration de cet événement cet automne.

Le traditionnel hommage sera rendu le 9 novembre sur le lieu de la fusillade (parvis de l'Uni-Mail) et une grande manifestation est prévue le samedi 12 novembre en début d'après-midi.

Et pour défendre nos retraites

NON à AVS21 !

CONTRE LES REGRESSIONS SOCIALES ET LA GUERRE TOUTES ET TOUS SOLIDAIRES



Face aux guerres, aux dictatures dans le monde et à leurs conséquences, face à la régression sociale et à la crise climatique, la mobilisation et la solidarité de toutes les travailleuses et tous les travailleurs est plus que jamais nécessaire.

Le 1er mai 2022, reprenons la rue pour combattre AVS 21, défendre la justice sociale, les droits démocratiques et la paix.

14h Cortège

- Départ du cortège Bvd James-Fazy
- Arrivée à la salle communale de Plainpalais
- Accueil par la Red de Tamboreras de Suiza

16h30-22h Fête à la Salle communale de Plainpalais

- Discours
- Concerts
 - . GROOVAH (Latin grooves)
 - .
- Village syndical et militant
- Bars et restauration



CGAS, New wood, SIT, SSM Genève, SSP, Syna, Syndicat du personnel du BIT, Syndicom Genève - La Côte, Transfair, Unia, Jeunesse socialiste genevoise, Les Jeunes Vert-e-x-s Genève, Les Vert-e-s genevois-e-s, Parti du travail, Parti socialiste genevois, Résistons, solidaritéS, Asop, Avivo, Centrale sanitaire suisse romande (CSSR), Fair Internship Initiative, Grève féministe Genève, Irréprochables.

Avec la participation de: Action antifasciste Genève, Bloc révolutionnaire, Coordination genevoise pour le droit de manifester (CGDM), Comité Ukraine-Genève

Solidarité avec le peuple ukrainien

Le 24 février, le régime russe a lancé une guerre d'agression sur l'ensemble du territoire ukrainien. Nous nous solidarisons avec les victimes de guerre et toutes les personnes qui résistent à cette guerre injustifiable en Ukraine et en Russie au sein du courageux mouvement anti-guerre. Dans la tradition syndicale de solidarité entre les peuples, nous condamnons cette agression comme nous condamnons toutes les autres, et défendons l'accueil inconditionnel de tous-tes les réfugié.es, d'où qu'ils-elles viennent.

La solidarité exprimée à l'égard des réfugié-e-s d'Ukraine contraste avec la violence de la politique migratoire européenne et suisse à l'égard des migrant-e-s d'autres provenances. Une politique de fermeture brutale et inhumaine dont l'agence Frontex est le bras armé : morts en mer et sur terre, violations des droits fondamentaux des personnes fuyant les conflits, la répression ou la misère, vols spéciaux et centres renvoi, violences racistes, tout cela continue d'être le quotidien de celles et ceux qui cherchent une vie meilleure. Le 15 mai, il s'agit d'exprimer notre solidarité à l'égard de toutes et tous les exilé-e-s, quelle que soit leur provenance, en votant NON à augmentation du soutien financier de la Suisse à Frontex.

De plus, nous demandons de vrais engagements de nos autorités pour répondre à la crise économique qui commence déjà à frapper la population en Suisse. Nous réfutons toute réponse militariste, autoritaire et nationaliste : les réponses seront dans la solidarité envers les personnes précarisées et envers toutes les victimes de guerre.

Pour la justice sociale et la transition écologique

La pandémie a accéléré et mis en lumière les profondes inégalités sociales du canton, qui risquent bien de s'aggraver davantage face aux crises climatiques à venir. Alors que les plus riches ont vu leur fortune pratiquement tripler lors des trois dernières années, et que le patronat ne lâche plus aucune augmentation de salaire depuis des lustres, la pauvreté et la précarité se développent. Face à ce constat, et aux conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine, il est urgent de reprendre les luttes salariales et de renforcer le rôle redistributif de l'Etat, ce qui passe par une imposition accrue des grandes fortunes, de hauts revenus, des grosses entreprises et des actionnaires.

La grève des livreuses-eurs de Smood a rappelé l'exploitation brutale dont sont victimes les travailleuses-euses des entreprises de type *Uber*. Afin de répondre à la précarisation et au chômage de masse, l'initiative « 1000 emplois » demande la création d'emplois dans les la santé, le social, le care et la transition écologique.

Elle encourage également la réduction du temps de travail, afin que l'emploi soit mieux réparti et la qualité de vie améliorée. Le tout, dans une optique de transition écologique, car le temps presse.

Alors que le réchauffement climatique s'accélère, les mesures prises sont très loin de répondre à l'urgence. De surcroît, l'écologie politique dominante se limite souvent aux taxes à la consommation, qui touchent en premier lieu les couches populaires. Nous demandons plutôt le renforcement des services publics tournés vers la transition écologique, au service des travailleuses et travailleurs, comme le développement de la mobilité douce ou la mise en place d'un fonds d'intempérie pour les ouvriers du bâtiment, particulièrement touchés par la dureté des perturbations météorologiques provoquées par le réchauffement climatique. De plus, les grandes entreprises polluantes et la finance – qui investit massivement dans les énergies fossiles – sont largement épargnées. Nous réclamons au contraire une rupture écologiste en urgence, à la hauteur des enjeux, avec la justice sociale comme fil rouge.

Défendons nos retraites

AVS 21, récemment votée par le Parlement fédéral, prévoit l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, la flexibilisation de l'entrée en retraite à 70 ans pour tout le monde, ainsi qu'une augmentation de 0,4 points de la TVA. Il s'agit une fois de plus, d'une tentative antisociale de faire payer aux travailleuses-euses – et aux femmes en particulier – la réforme de l'AVS. Plus grande est la précarité des travailleuses-euses, plus néfaste est cette réforme pour elles-eux : en effet, difficile d'imaginer devoir choisir entre sa santé dans un métier pénible et la précarité d'une rente basée sur un maigre salaire !

Le référendum a recueilli plus de 150'000 signatures en un temps record, mais la partie n'est pas encore gagnée. Il est vital de nous mobiliser pour défendre des retraites dignes pour toutes et tous. D'autant plus que d'autres attaques sont à venir : la réforme de la LPP et la retraite à 67 pour toutes et tous !

Le combat pour des retraites dignes pour toutes et tous s'accompagne d'autres luttes féministes. En effet, si AVS 21 s'en prend si particulièrement aux femmes, c'est que ce sont elles, en tant que catégorie sociale, qui effectuent la grande majorité du travail gratuit de soins, d'éducation et domestique ; ce sont elles également qui se voient contraintes à des temps partiels imposés ou à des interruptions de carrière pour des raisons familiales. Enfin, les métiers dits féminins manquent de reconnaissance, et comptent parmi les emplois les moins bien payés, obligeant ainsi grand nombre de travailleuses à multiplier les employeurs, dans un rythme de travail effréné et sans pouvoir cotiser suffisamment.